
Plusieurs des difficultés décrites ci-dessus se retrouvent dans le contexte syrien. Bien que le Canada ait réussi à militer en faveur d'une augmentation du nombre de femmes au sein de la Commission syrienne des négociations (CSN)², le soutien financier fourni par le Canada au Groupe consultatif de femmes, créé par l'ONU en 2016 pour représenter les points de vue des femmes aux pourparlers de paix de Genève, a produit des résultats limités. Bien que l'existence du Groupe ait permis aux femmes de faire entendre leurs points de vue pendant les négociations, leur engagement a été entravé par les obstacles à une participation significative et les débats en cours sur le choix des représentants.

Vu les contextes complexes et fluides des conflits où les programmes sont mis en œuvre, il est difficile d'en mesurer les résultats avec précision. Le présent document est le premier rapport d'étape annuel sur la mise en œuvre du nouveau Plan d'action. Comme ses bases de référence et ses indicateurs viennent d'être créés, le rapport porte surtout sur les résultats à court terme des activités du gouvernement. Il est difficile de mesurer le changement aux premières étapes du Plan d'action. En outre, dans bien des cas, le Canada coopère avec de multiples partenaires quand il exécute des programmes et des projets FPS. L'association des résultats aux contributions particulières du Canada apportées à des activités plus vastes de nombreux intervenants risque de poser des défis quant aux rapports et à l'attribution des résultats obtenus.

Le Canada a pris des mesures pour appuyer les organisations locales de défense des droits des femmes grâce à des mécanismes tels que le Fonds canadien d'initiatives locales et le Fonds des femmes pour la paix et l'aide humanitaire (FFPAH), mais des difficultés demeurent lorsqu'il s'agit de financer les organisations communautaires de femmes. Les formalités de présentation d'une demande risquent de s'avérer trop lourdes pour certaines organisations, et l'administration des petits projets par les donateurs peut être difficile ou inefficace. Des questions concernant la crédibilité d'organisations locales nouvelles ou inconnues comportent d'autres défis. En fin de compte, bien que des mécanismes de financement conçus pour limiter les risques pour la Couronne puissent aller à l'encontre du désir du Canada de soutenir des organisations de femmes en devenir et des agentes du changement, le gouvernement travaille avec ardeur pour trouver des outils et des processus adaptés à la tâche.

Au cours de la dernière année, les partenaires fédéraux du Plan d'action sont parvenus à comprendre beaucoup mieux l'importance du Programme FPS pour atteindre les buts liés à la paix et à la sécurité. Pourtant, il reste encore beaucoup à faire pour s'assurer que les fonctionnaires intègrent plus systématiquement ce programme dans leurs politiques et leurs programmes.

² La CSN a réagi en faisant passer le nombre de femmes parmi ses membres de deux à six (soit 17 % du nombre total de membres). Une délégation de négociatrices de la CSN est venue au Canada en mai 2018; c'était la première visite d'une délégation « entièrement composée de femmes » dans une capitale d'un pays aux vues similaires, et cela a remonté le moral et accru la crédibilité des femmes membres de l'opposition syrienne et des représentantes des cercles de la société civile.